

La mission des politiques pour refaire société en France

MARIE-GUITE DUFAY

FRANÇOIS GARAY

ALICE LE MOAL

MARIE-GUITE DUFAY¹

Depuis 25 ans, les questions d'inégalités et d'exclusion nous frappent à la figure de plus en plus fort. Notre société est fragmentée, faite d'une multitude d'îlots, générationnels, culturels, géographiques, qui ne s'écoulent pas, alors que partout éclosent des initiatives de solidarité, autour de l'écologie, par exemple, bien souvent associatives. Sans cet engagement collectif, le tissu social explose.

Les compétences des collectivités

La région paraît loin pour les citoyens. Les collectivités ont des compétences qui leur sont attribuées par la loi et doivent faire avec ces compétences. La solidarité, par exemple, relève du département. Que peut faire la région dans ce domaine ? Je vais donner quelques exemples pour situer comment l'action politique peut jouer.

Concernant les fractures sur le marché du travail, il y a ceux qui s'en sortent ou non, ceux qui en sont exclus ou non, ceux qui sont broyés par la mondialisation et ceux qui en profitent, ceux qui sont protégés ou exposés. La région a une compétence importante en matière de formation. Celle-ci peut dépasser l'amélioration de la qualification. La Bourgogne-Franche-Comté est une grande région industrielle, où l'emploi a été percuté par les vagues de délocalisation, mais il est encore là, on peut

¹ Marie-Guite Dufay est présidente de la Région Bourgogne Franche-Comté.

le fortifier si on veille à travailler les bonnes compétences, à expérimenter, à mieux protéger les hommes et les femmes.

Au sortir de la guerre, on a mis en place la Sécurité sociale. On pourrait instaurer une sécurité sociale professionnelle. Lors de la crise de 2008, les entreprises se sont retrouvées du jour au lendemain sans carnet de commande. Grâce à une coopération région-partenaires sociaux-État, nous avons lancé un système expérimental où 15 000 salariés, tout en restant dans leur entreprise, ont bénéficié de l'équivalent de leur salaire et se sont formés pendant le gros de la crise. Quand l'entreprise a repris son rythme, elle a bénéficié de leurs nouvelles compétences. Je me souviens avoir vu des salariés les larmes aux yeux, car ils avaient découvert la liberté qu'apporte la formation.

Nous apportons aussi notre soutien à l'Économie sociale et solidaire sur deux secteurs capitaux : l'insertion et l'aide à domicile. Les entreprises d'insertion par l'activité économique sont portées la plupart du temps par des associations qui ont un postulat : personne n'est inemployable. Sans bénévoles, ces entreprises ne fonctionneraient pas. On n'a pas trouvé mieux pour remettre au travail des personnes qui en sont très loin. Le secteur de l'aide à domicile, absolument essentiel, est mal considéré, mal rémunéré, c'est un scandale public. Les associations qui s'en chargent sont financées par les départements, l'Assurance maladie, les caisses de retraite et nous sommes la seule région à mettre en place un financement complémentaire. Compte tenu du service public que rendent les associations, les pouvoirs publics devraient être plus présents.

La fracture territoriale

C'est quelque chose que nous ressentons très fort. Nous sommes une région industrielle mais aussi très rurale, et nous percevons ce sentiment d'abandon des populations, que ce soit le cas ou non. On peut constater que les commerces disparaissent, que les médecins sont en nombre insuffisant, qu'il y a un problème de transport. Chacun se sent prisonnier. La question des transports et des mobilités est primordiale. Le mouvement des Gilets jaunes est parti de là, car, quand on habite en milieu rural, c'est souvent difficile de rejoindre la ville, les commerces, le travail. Nous avons mis en place un ticket-mobilité pour les salariés, sur le modèle du chèque-restaurant. La loi permet aux employeurs de prendre en charge une partie des frais pour les transports en commun, ce qui exclut nombre d'habitants des campagnes. Nous avons négocié avec les chefs d'entreprise pour aider les salariés contraints de prendre leur voiture parce qu'il n'y a pas de transport en commun là où ils habitent. Ce ticket mobilité est financé pour moitié par la région et pour moitié par l'entreprise.

Sentiment d'abandon, réalité d'abandon ? Je ne sais pas. On voit que la fracture numérique est en train de se résorber. Je pense que, dans le monde de demain, les

territoires ruraux auront largement leur place parce qu'on aura redécouvert la qualité de vie, l'harmonie, la paix, à condition que les services soient accessibles. C'est aussi dans ces territoires que je vois des maires se livrer à des expérimentations, des mesures innovantes dans les domaines de la solidarité, de l'écologie, qui parviennent à faire des communes autonomes en énergie, qui mettent en place des circuits courts de producteurs locaux. Il y a de l'innovation partout, ne désespérons pas des campagnes !

Dans notre région se situe la commune la plus froide de France, Mouthe, dans le Doubs. Dans cette commune, il y a eu une mobilisation à 100 % des habitants pour accueillir, il y a cinq ans, une famille très nombreuse de migrants irakiens. Au bout de cinq ans, l'intégration est totale. De solidarité en solidarité, ils ont trouvé logement, véhicule, appris le français et trouvé du travail au bout du compte. Il ne faut pas désespérer, il y a trop de morosité dans l'air aujourd'hui, les témoignages sont trop souvent négatifs.

La fracture sociale

L'écologie n'est pas une fracture, c'est une priorité. Nous devons tout faire pour que la France contribue à la réduction des gaz à effet de serre. Mais si l'on n'y prend pas garde, si les plus précaires ne sont pas associés, si l'on prend des mesures inaccessibles à une frange de la population, nous pouvons aboutir à une fracture sociale. En région, nous sommes très mobilisés sur la résorption des passoires thermiques, l'isolation des logements, en coopération étroite avec les communes. Nous avons mis en place un service public qui s'adresse d'abord aux plus modestes pour qu'ils soient non seulement conseillés, mais aidés dans les travaux, pour leur apporter une aide en trésorerie, ce qui leur évite de négocier des prêts relais avec les banques. Tout ceci se fait en lien avec l'économie.

Le principe de coopération est mis à mal par la difficulté de plus en plus prégnante de débattre sereinement, d'accepter les arguments de l'autre, quand des sujets anodins deviennent des sujets de fracture. Dans nos actes quotidiens, il est difficile de parler sereinement d'alimentation locale, d'évolution du modèle paysan, sans s'affronter. Il faut revenir à un principe de bienveillance et non de méfiance.

La fracture entre citoyens et responsables politiques

La fracture des fractures, le plus difficile dans ma charge, c'est de sentir la méfiance envers l'action publique. On me demande parfois ce qu'on fait dans ce « bastringue ». C'est oublier que la politique, c'est le souci de l'intérêt général et non la somme des intérêts particuliers. Nous devons nous mobiliser pour créer des espaces où les citoyens puissent dialoguer avec les dirigeants politiques. Nous avons mis en place dans notre région des conventions citoyennes et, à l'issue de ces travaux, les citoyens nous ont remerciés et se sont sentis entendus. La tâche politique est difficile parce que la méfiance est difficile à supporter.

FRANÇOIS GARAY¹

Je suis natif des Mureaux. C'est une ville de provocateurs, d'excellence, de contradictions, très liée à l'aéronautique et marquée par l'implantation de Renault-Flins en 1954, quand la ville est passée de 6 000 à 32 000 résidents. Nous avons vécu ces 50 dernières années tout ce qui a été vécu en France. Dans les années 70, nous n'avions pas de problème, Renault avait 22 000 salariés contre 3 500 aujourd'hui. Quand les cités ont été construites, c'était un mieux social. Beaucoup de gens venaient de province, puis de la main-d'oeuvre est arrivée d'Europe, d'ex-Yougoslavie puis du Maroc ou d'Afrique. Tout cela a été vécu les uns avec les autres sans qu'on se rende compte qu'ils allaient faire un parcours de vie. Dans les années 70, ceux qui arrivaient avaient 20-30 ans, mais on ne s'est pas posé la question de savoir quelles seraient les évolutions et comment nous pourrions vivre tous ensemble. Nous n'avons pas perçu, vers 1974, que nous avions mis de côté tout ce qui faisait les valeurs de notre pays.

Le changement des temps d'âge

Nous avons 36 000 communes en France, c'est le plus petit maillon du pays. Nous sommes dans une république laïque qui accorde la liberté de croire ou non, dans le respect les uns des autres. Mais comment appliquer les mots liberté, égalité, fraternité ? Normalement, on a une unité, par rapport à un drapeau, une identité, par rapport à un pays. Dans les années 70, tous les temps d'âge ont été changés. Auparavant, c'était la règle de 7 : 0-7 ans, 7-14 ans, 14-21 ans. La majorité est passée de 21 à 18 ans, sans que quelque chose vienne signifier le changement d'âge, comment on passe de l'adolescence à l'adulthood. L'école, obligatoire de 6 à 16 ans, est passée de 3 à 16 ans. Si l'on considère que le temps de l'école obligatoire représente 850 h par an, alors que nous sommes en vie 24/24 h et 7 800 h par an et debout entre 4 000 et 6 000 h, on constate que, pour les 6-16 ans, le temps d'école ne représente que 12 % du temps.

L'ensemble des structures va constituer un parcours de vie : la famille, le milieu associatif, les pratiques religieuses. Quand on a changé les temps d'âge, on a supprimé tout ce qui était parcours initiatique, alors que toutes les religions en proposent. Aujourd'hui, à 16 ans, les droits changent. À 18 ans, on devient adulte et citoyen électeur majeur. Comment construit-on ce parcours de 0 à 18 ans en lui donnant des tops ? Nous avons mis en place un conseil municipal des jeunes, élu par l'ensemble des élèves des écoles primaires publiques et privées. Nous avons travaillé à un passeport citoyen pour ceux qui avaient 18 ans. Il y a un ensemble d'éléments à construire.

Nos priorités : éducation, éthique, autonomie, activité

Nous devons travailler sur 4 termes : ÉÉAA. É comme éducation, considérée sur l'ensemble de sa vie, car elle ne s'arrête pas au temps de l'école, même à 80-90 ans ;

¹ François Garay est maire des Mureaux.

É comme éthique (et non la morale que je laisse à d'autres), notion forte pour notre république laïque de respect des autres ; A comme autonomie, avec les outils qui le permettent, y compris les notions d'indépendance, d'éducation, d'épanouissement personnel ; A comme activité.

L'autonomie ne va pas sans activité. Comment suis-je capable de donner de l'activité à chacun pour qu'il puisse être autonome ? Dans les années 50, on était très attaché à l'éducation populaire (centres de vacances, scouts ou autres organismes) qui permettait de se former en dehors du temps de l'école et qui a été progressivement abandonnée. Mais cela revient.

Aux Mureaux, où nous avons des quartiers paupérisés, des personnes en inactivité, je ne parle pas d'insertion, mais de mise en activité. On a créé des structures pour compter les demandeurs d'emploi, mais on n'a pas tenté la mise en activité réelle. Beaucoup de jeunes veulent faire de l'apprentissage. Il y a en France 36 000 communes et 50 à 60 000 structures autour de l'État ; si chacune prend 3 apprentis, cela fait 200 000 postes. Je demande souvent aux élus qui viennent chez nous : combien avez-vous d'apprentis ? Nous sommes responsables vis-à-vis de la jeunesse. Auparavant, ceux qui quittaient l'école à 14 ans pouvaient entrer immédiatement dans le monde de l'activité. Ce dernier n'est plus ni agile, ni souple. De crainte de perdre du temps avec une génération qui pourrait éventuellement nous remplacer ? On a fait des lois sur la formation professionnelle, mais elles n'ont pas toujours été utilisées pour mettre le pied à l'étrier à des jeunes. Ce serait intéressant de compter, par entreprise, le nombre de salariés de moins de 18 ans, de 21 ans et d'étudier leur parcours.

Nous avons la chance, aux Mureaux, d'avoir HEC, « Hautes études communales » des Mureaux. Notre résultat au TOEIC (Test of English For International Communication) ne dépasse pas 850, mais ce test n'est pas accessible si l'on est peintre ou plombier. C'est pour cette raison que je veux créer une école de langues. Il s'agit d'une mutation culturelle et nous devons tous nous prendre la main. Un des habitants des Mureaux est responsable de salles de spectacle en France. Pour lui, le changement, c'est qu'il sait quel est le groupe ou la tribu qui va venir à tel ou tel spectacle. Aujourd'hui, on se tribalise. La France est un pays cloisonné, dans tous les domaines, comme on peut l'observer avec les notions de rural et d'urbain. J'ai participé à des réunions sur les Gilets jaunes, mais aux Mureaux, nous n'avons pas eu de problème de Gilets jaunes, car le ressenti n'était pas le même. On se gargarise du télétravail, mais il est fait pour les cols blancs, pas pour les cols bleus. Pourquoi pensez-vous que nous avons eu 12 visites de présidents de la République, 88 visites de ministres, 1 conseil interministériel, 2 visites de commissaires européens ? Parce que nous sommes une ville à solutions. Nous ne sommes pas dans le négativisme, mais dans la construction d'une unité, dans le décloisonnement. Pour nous, la prévention, la dissuasion, la répression, la sanction et l'après-sanction font un tout, et

pas uniquement en matière de délinquance. Nous devons retrouver une identité initiatique par rapport à notre pays.

ALICE LE MOAL¹

Nous constatons et sentons tous le phénomène d'îlot, très bien décrit par Jérôme Fourquet dans son ouvrage *L'Archipel français*². Il parle de lignes de faille éducative, géographique, sociale, générationnelle, idéologique, ethno-culturelle, soit les fractures entre les riches et les pauvres, les jeunes et les personnes âgées, les LGBT, les urbains et les ruraux, les diplômés et ceux en échec scolaire. Nous sommes, nous élus, à la croisée de tous ces mondes qui vivent des vies parallèles, parfois au sein d'un même quartier, au service de tous ces gens-là. Jérôme Fourquet écrit : « Tout se passe comme si une partie des élites avait d'ores et déjà fait une croix sur des pans entiers de l'archipel, des possessions peu attractives et peuplées par une population aux mœurs et aux modes de vie d'un autre temps. Ces villes populaires ressentent ce dédain et cette morgue. » La désaffection des gens pour les politiques est en partie due à ce sentiment de mépris à leur égard. Nous, élus, « ne nous engageons jamais que dans des combats discutables et sur des causes imparfaites », pour reprendre les mots d'Emmanuel Mounier, développant l'idée que nous mettons les mains dans le cambouis. Nous nous engageons pour des causes imparfaites, car nous sommes habités par des convictions, tout en sachant que le contexte est difficile. Nous sommes des citoyens comme les autres. Quelle attitude, quelle posture devons-nous avoir ?

Considération, humilité, accessibilité, sens du collectif

On dit qu'il faut aimer les gens pour faire de la politique. Que signifie « aimer les gens » appliqué à la vie politique ? Vous avez évoqué la violence dans les réseaux sociaux, par exemple. La politique est un monde difficile, certes, et parfois ingrat, mais je voudrais rappeler l'importance du respect du pluralisme, des convictions des uns et des autres. En politique, il faut faire preuve de pragmatisme, accepter que les idées peuvent être bonnes d'où qu'elles viennent, éviter les polémiques inutiles souvent nourries jusqu'à la nausée sans faire avancer le débat.

Nous devons avoir de la considération envers nos citoyens, les écouter, les regarder. Je pense à cette phrase de Bernadette à Lourdes en parlant de la Vierge Marie : « Elle m'a regardée comme une personne. » Il nous faut accepter de nous tromper, faire preuve d'humilité, reconnaître que le politique ne peut pas tout, toujours. Mais nous devons activer tous les leviers à notre disposition pour faire avancer des situations, trouver des solutions. Une partie de notre plus-value dans les territoires est de pouvoir expérimenter des solutions qui viennent d'en bas et non des plus hautes sphères de

¹ Alice Le Moal est maire-adjoint de Clichy la Garenne, conseillère départementale des Hauts-de-Seine.

² Seuil, 2019.

l'État. Nous devons aussi utiliser un langage simple, éviter les termes trop techniques, ne pas nous perdre dans des concepts incompréhensibles qui éloignent l'action publique des gens, au risque de nous décrédibiliser. Il est important d'être attentif au caractère collectif des responsabilités. En politique, nous avons bien sûr notre agenda personnel, mais nous sommes entourés d'équipes. Nous devons travailler la dynamique d'équipe, car c'est ensemble que nous pouvons résoudre des problèmes.

Comme le disait Grégoire Catta : « Nous devons transformer nos relations interpersonnelles avant de transformer les structures. » C'est un exercice de longue haleine, de tous les jours, qui demande de l'effort et de l'exigence.

L'abstention

Les chiffres de l'abstention montrent que les citoyens ne savent pas trop à quoi servent les élections départementales ou régionales, ne savent pas ce que cela va changer. Quand nous sommes élus avec un score faible, nous nous interrogeons sur notre représentativité, nous avons un devoir d'humilité. Il nous faut activer des leviers pour combattre l'abstention. Lors des campagnes électorales, nous livrons parfois des images déplorables, alors même que nous avons des projets et des bilans à défendre, des choses positives à mettre en avant. Nous pourrions réfléchir à la façon d'interagir avec nos adversaires. Nous constatons l'émergence d'électeurs-consommateurs, qui attendraient de nous de cocher une liste d'actions, mais nous ne sommes pas qu'un guichet de résultats, même s'ils sont nécessaires pour être réélus. Comment inclure plus et mieux les publics dans les politiques qui les concernent, que ce soit les jeunes, les personnes âgées ou les personnes précarisées ? Cette préoccupation devient sensible dans l'agenda des politiques. Elle fait évoluer nos manières de travailler, nous permet d'avoir des résultats plus pertinents. Comment mettons-nous les pauvres au cœur de notre boussole, les personnes les plus précaires au cœur de nos réflexions dans l'élaboration des politiques publiques ?

La prévention

En général, nous agissons trop souvent en aval et pas assez en amont, dans le soutien à la parentalité, par exemple, ou dans le secteur de la petite enfance. Dans le domaine de l'Aide sociale à l'enfance, par exemple, comment être plus pertinent collectivement en amont pour ne pas trouver à leur majorité des jeunes fracassés qu'il faut récupérer ? Comment nous, élus locaux, sommes-nous facilitateurs de lien entre les entreprises, les jeunes, les associations, les particuliers qui veulent prendre leur part dans une saine émulation ?

Je voudrais citer un homme qui m'a beaucoup inspirée, Giorgio La Pira, maire de Florence dans les années 50-60, dont la devise était *spes contra spem*, espérer contre toute espérance, et qui disait : « L'espérance est un risque à courir. Mais est-ce que par peur de perdre la semence, le semeur s'abstient de semer ? » Nous, hommes et femmes politiques, dans un contexte difficile, comment garder l'espérance ?

FRANÇOIS GARAY : Les campagnes électorales durent entre 3 et 6 mois. Quand on vote pour un programme, on pense qu'il va être appliqué immédiatement. La notion de temps a changé : on est passé du temps-réflexion au temps-réflexe où tout le monde attend une mise en place immédiate.

MARIE-GUITE DUFAY : Normalement, quand on s'engage dans l'action, c'est pour donner de l'espoir aux gens. Il faut être modeste, car un politique ne sait pas tout, loin de là. Je reprendrai les mots d'Albert Camus qui parlait de « courage de la nuance », l'ambition de la modestie, c'est quelque chose que je ressens très fort. On nous défie, on nous somme d'être aux différents rendez-vous, mais nous ne sommes pas des *deus ex machina*.

Débat

TABLE DES QUESTIONS¹ : *Vous parlez de résistance aux mesures centralisées et d'un besoin d'ancrage dans un territoire. Comment conciliez-vous dans votre action ces deux aspects en apparence contradictoires : faire société, être unis et en même temps s'ancrer dans un réel local ?*

FRANÇOIS GARAY : Nous sommes élus par un certain nombre de citoyens, mais nous les représentons tous, c'est la démocratie représentative. Comment évaluer l'impact des décisions politiques que nous prenons sur l'ensemble des citoyens ? Comment les ressentent-ils et les vivent-ils ? J'introduirais l'idée de démocratie « implicative », c'est-à-dire comment associer les habitants pour définir un indice du bonheur.

MARIE-GUITE DUFAY : En Bourgogne-Franche-Comté, la coopération des paysans date du Moyen Âge, avec les fruitières à comté. Le comté est un des meilleurs fromages de France, non seulement parce qu'il est bon au goût, mais parce que, derrière la saveur du comté, il y a une filière suffisamment organisée pour que chacun, du producteur au distributeur en passant par l'affineur, s'y retrouve et reçoive des revenus corrects. Ils se sont organisés en coopérative pour partager le fruit de la valeur ajoutée, tout le monde étant à égalité du producteur au distributeur. Ce qui est rare dans une agriculture qui se meurt aujourd'hui de ne pas trouver un modèle économique qui lui permette de vivre.

J'intègre cette notion de coopération avec tous ceux qui auraient leur mot à dire, car on ne peut pas faire de politique en chambre. Notons que c'est plus difficile pour une région que pour une commune d'être en contact direct avec la population. À la région, nous travaillons avec des corps intermédiaires, des organismes de formation, des associations d'environnement, des chefs d'entreprise. En coopérant, la

¹ Anne-Sophie de Quercize et Éric Wendling, administrateurs des Semaines sociales de France, relayaient les questions des participants.

mesure qu'on avait imaginée pourra être amendée et aboutira peut-être à quelque chose d'autre.

ALICE LE MOAL : À propos de décentralisation, j'ai été frappée par une forme de paradoxe : d'un côté, les collectivités attendent beaucoup de l'État et, de l'autre, quand l'État en fait trop, on lui demande de se retirer un peu et de laisser plus de liberté aux territoires. Un certain nombre de solutions vont venir des territoires et ce qui est valable en Bretagne n'est pas forcément adaptable à la banlieue marseillaise ou à Bordeaux. Cette tension est toujours là, entre un État central tenté de vouloir régir et contrôler un certain nombre de politiques publiques et le besoin d'une certaine autonomie des territoires. C'est visible dans des politiques décentralisées, par exemple au niveau des départements. Chaque département gère parfois de façon différente tel ou tel dispositif ; la tentation de l'État est de tout faire remonter pour tout uniformiser. Il faut faire confiance à des territoires qui savent ce qui leur convient.

FRANÇOIS GARAY : Je crois que la pandémie a remis le pouvoir aux fonctionnaires de l'État, en nous oubliant à un moment donné. Nous, élus, sommes sur le terrain et devons veiller à ne pas redonner tout pouvoir à l'État.

MARIE-GUITE DUFAY : Dans notre pays, nous ne croyons pas à la décentralisation, nous restons très jacobins. Nous avons pu observer la différence d'appréhension de la crise sanitaire chez nous et en Allemagne dont le système plus décentralisé a permis une plus grande responsabilisation des pouvoirs locaux et des habitants.

FRANÇOIS GARAY : Il était plus facile de créer ou d'avoir une initiative dans les années 70. Aujourd'hui, on est d'emblée mis face aux contraintes dès que l'on veut se lancer dans un projet.

– Beaucoup partagent leur expérience de dialogue. Quelles initiatives locales pourraient favoriser le dialogue ? Comment les élus peuvent-ils les aider à durer et à fructifier ?

FRANÇOIS GARAY : Le milieu associatif est coparticipant avec la commune. Mais ce n'est pas à nous de décider pour eux. La commune leur donne tous les moyens à disposition pour qu'ils puissent réaliser les actions qu'ils mènent. Sur le plan financier, il faut éviter de freiner leur élan avec des demandes de dossier, des cahiers des charges, etc. Une fois la confiance établie, nous utilisons des fonds d'anticipation et nous évaluons par la suite le résultat de l'action menée. Il ne faut pas juger l'action a priori, mais, au contraire, déclencher cette action. Par exemple, il y a trois jours, une association nous a proposé de développer un jardin sur une halle de supermarché. Nous avons travaillé ensemble et trouvé des financements grâce au dispositif « quartiers fertiles ». Mais c'est à eux d'être maîtres d'ouvrage.

ALICE LE MOAL : On évoque plus spontanément des initiatives de solidarité. Effectivement, le secteur associatif est très mobilisé et organise en ce moment des collectes

de livres, de jouets, de nourriture. Nous sommes là pour faciliter et rendre visibles les initiatives de solidarité. Nous mettons à disposition des lieux pour que tout se déroule dans les meilleures conditions. En revanche, des initiatives de dialogue, au sens strict, des arènes de débat local, sont plus rares. Au moment du grand débat national, nous avons organisé des débats locaux. C'était intéressant de prendre des temps de débat où se rencontrent des personnes qui ne sont pas forcément d'accord. Mais ces rencontres n'ont pas perduré. Nous souffrons de la culture du clash, sur les réseaux sociaux locaux, par exemple, alors qu'il faudrait établir des ponts de dialogue.

MARIE-GUITE DUFAY : Depuis 7-8 ans, nous mettons régulièrement en place des conventions citoyennes, avec des citoyens tirés au sort (avec représentativité par âge, secteur professionnel, géographique). Ils se retrouvent un ou deux jours sur un thème précis. Nous leur apportons des éléments de connaissance du thème, en entrant dans la complexité des sujets, et leur demandons de rédiger un avis qui nous engage, nous la collectivité. C'est un exercice lourd, mais le résultat est spectaculaire, j'ai vu des étincelles dans les yeux des gens. Certains ont ainsi découvert ce qu'était être citoyen.

Nous avons mis en place un réseau, les POTES, Pionniers ordinaires de la transition énergétique, des gens comme vous et moi qui peuvent témoigner de l'intérêt de monter telle organisation de chaufferie solidaire, telle économie productive locale, et qui sont des ambassadeurs de la question écologique, qui inventent le monde à leur échelle et sensibilisent les autres. Ils sont issus de ces conventions citoyennes, qu'il faudrait multiplier.

– Les chrétiens ont besoin d'une recherche de sens qui rejoigne leur recherche spirituelle. Les politiques semblent très gestionnaires. Avez-vous des exemples concrets qui incluent cette recherche de sens dans l'action ?

ALICE LE MOAL : La politique n'est pas un métier, c'est une fonction qu'on exerce, un mandat qui nous est confié sur un temps précis. Giorgio La Pira affirmait : « Si les politiques ne prennent pas le temps de méditer, alors ils ne sont que de simples gestionnaires. La vraie vie est celle de ceux qui savent rêver aux idéaux les plus élevés et savent ensuite traduire dans la réalité du temps les choses entrevues dans la splendeur des idées. » On nous taxe parfois de naïfs, mais c'est important d'avoir des idéaux très forts, de prendre le temps de lire, de méditer, de s'extraire du quotidien avant d'agir.

FRANÇOIS GARAY : Nous ne sommes pas que des gestionnaires. Nous prenons beaucoup de temps sur notre vie personnelle et nous ne gagnons pas des millions. Les maires des petites communes doivent s'occuper de tout. Nous sommes aussi des gens d'engagement et de conviction.

MARIE-GUITE DUFAY : Quand nous nous fixons pour objectif une sécurité sociale professionnelle, nous sommes plus dans l'utopie que dans la gestion. N'est-ce pas

utopique que de vouloir protéger chacun dans son emploi ? Nous devons néanmoins poser des actes, être obstinés. Les entreprises en difficulté sont aujourd'hui aidées par l'État via le chômage partiel pour garder leurs salariés et les former pendant le temps de la crise sanitaire. Ce que nous avons donc inventé il y a dix ans est en train d'être repris nationalement. Nous devons nous fixer des objectifs pour aller vers du mieux, du plus pour nos concitoyens. Ce qui n'empêche pas d'avoir aussi les mains dans la gestion et le cambouis. Notre travail consiste à pousser l'administration avec laquelle nous travaillons à nous aider à accoucher de mesures qui vont dans le sens souhaité.